L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 13 FEVRIER 1861.

G. F. WEISSE / E. DUVERGER / N. DUFOUR / S. HARRY — EDITEURS-PROPRIETAIRES

Nouvelle-Orléans, MERCREDI MATIN, 13 FEVRIER.

☞ Voir la seconde page, pour :

LE FEUILLETON.
LE BULLETIN COMMERCIAL,
LE MARCHÉ AUX BESTIAUX,
LE MOUVEMENT DU PORT,

Ventes à l'encan de ce jour.

Par O. Lésumont, Blanke & Co, à 10 heures, à leur magasin d'encan, rue de Chartres No 68,—Bottes, souliers et casquettes.

Par R. S. Sykes, à 10 heures et demie, sur la Levée, au pied de la rue Dauphine,—Farine.

Par D. E. Murphy, à 10 heures, sur la Levée, au pied de la rue Hartel,—Rum.

Par B. Turpin, au magasin No 85 [ancien 56] Vieille Levée,—Bouteilles vides, vieux cognac, comestibles, &c, &c

Abonnés à la Semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Bulletin européen.

Les nouvelles d'Europe par le *Canada* vont jusqu'au 29 janvier pour l'Angleterre et jusqu'au 29 pour le continent.

La Bourse de Paris se maintient avec assez de fermeté et le 25 le 3 pour cent a fermé à 67 f 50 c. On ne signale pas de changement dans la situation financière. La plus grande activité règne toujours dans les arsenaux et les forts. On va former au printemps sous le commandement du maréchal Mac-Mahon un camp à Châlons qui comptera 60,000 hommes.

Le gouvernement français s'occupe d'amener une nouvelle conférence des puissances intéressées dans la question syrienne, pour décider de la ligne de conduite à suivre, avant que n'arrive l'époque fixée pour le rappel de son armée.

Une note du *Moniteur* dégage le gouvernement de toute participation dans la publication des brochures qui lui sont constamment attribuées.

Le général Lamoricière a refusé, dans une lettre qui a été rendue publique, l'épée d'honneur qu'on voulait lui offrir, il dit que de tels témoignages sont accordés à ceux qui gagnent des batailles et que n'ayant éprouvé que des revers il n'y a aucun droit.

On a des nouvelles de Gaëte jusqu'au 23. Le feu des Italiens continuait avec activité, mais la place répondait mollement. Il paraît que la fièvre typhoïde faisait des ravages parmi les défenseurs de François II. Nonobstant celui ci persévère à tenir bon. Le bruit des ministres étrangers qui sont restés à Gaëte, c'est à dire ceux d'Autriche, d'Espagne, de Bavière et de Saxe et le nonce apostolique. Les ministres de Russie, de Prusse et de Portugal sont partis lors de la notification du blocus.

On parlait d'une mission spéciale, dont le général La Marmora serait prochainement chargé près la cour de Berlin.

Le *Moniteur* publie sa note suivante, relativement aux nouvelles dispositions prises pour l'organisation de la réserve :

"A toutes les époques de notre histoire militaire, on a été pressé par l'importante question d'organisation de l'armée à l'mauguration du nouveau drapeau de l'Etat souverain de la Louisiane

Les dépêches reçues hier après dans la salle d'audience est ouverte à midi. Quatre vingt cinq membres répondent à l'appel. Le secrétaire donne lecture du procès verbal de la dernière séance et les libres parcourent les journaux.

L'hon. John Robinson, commissaire de la Virginie, est présenté à la Convention qui se lève pour le recevoir et l'invite à prendre un siège auprès du président. Il en vous remercie de cette réception. M. Robinson d'une voix grave. Je vous en remercie au nom de la Virginie que je suis fière d'appeler mon Etat natal et dont les intérêts sont si intimement liés à ceux de la Louisiane. Applaudissements prolongés.—Il envoye à Messrs et à la droite de M. Monroe. C'est un vénérable vieillard, au main très souvenablement dit-on.

—L'Ordonnance par le comité des terres publiques est appelée. On se souvient que celle ci remonte à M. Elgee était charmant avait été renvoyé au comité et que le délégué des Rapides, à la suite du vote de la Convention, avait déposé sa démission. L'Ordonnance dont il s'agit va être votée par un vote unanime. Le comité des terres trouvera plus tard un sommaire à la présidée par le bon vieux chairman, M. Savage.

Si l'on compare ce système avec celui que l'on a mis en pratique depuis le commencement de la guerre, et qui consiste à recruter isolément dans le contingent en entier et a en renvoyer une partie après deux ou trois ans de présence sous les drapeaux, on reconnaîtra que le nouveau système est pour la population militaire infiniment plus facile à supporter, et qu'il donnera à l'armée un effectif plus considérable et plus homogène. Il a l'avantage d'augmenter ainsi rapidement l'effectif de l'armée en cas de nécessité pressante et de n'avoir qu'une partie de nos hommes appelée, les autres restant tenus de servir le pays le plus près moins seulement de leur temps pendant un petit nombre d'années, et de fournir ainsi à l'agriculture et à l'industrie des bras qu'elles demandent, et que l'armée retrouverait exercés à manier le fusil et les circonstances devenant le cas.

En Angleterre, les affaires américaines tendent à devenir la principale préoccupation du moment. On s'en inquiète surtout dans les districts manufacturiers, et l'on vient de publier un prospectus pour une compagnie cotonnière de l'Inde, dont l'objet sera d'acheter le coton diminuer des planteurs et de travailler à l'amélioration des procédés pour la cueillette et le nettoyage du coton au moyen de machines.

L'*Economist* pose pour la première fois en termes catégoriques cette question tant rongeuse : L'Angleterre reconnaîtra t-elle l'indépendance et le gouvernement des nouveaux Etats ?

La réponse rationnelle et spontanée—but le recours anglais—est naturellement pour l'affirmative. Notre principe est depuis longtemps de reconnaître tout Etat ou gouvernement de fait, et d'entrer en relation avec lui.

Du moment que la séparation est complète sans retour, on a vu dans les causes qui l'ont amenée, la dans la manière dont elle s'est produite.

L'enlève fugitif Anderson ne pourra être amené en Angleterre, en vertu de l'*habeas corpus* accordé par le banc de la Reine, à cause de l'interruption des communications avec le Canada, qui oblige à prendre la voie des Etats Unis.

Les malles de l'Inde et de la Chine avec des dates de Teneuf jusqu'au 23 novembre, sont arrivées à Londres. La première fraction de l'indemnité a été payée par les Chinois. La plus grande partie des troupes anglaises a quitté Hong Kong. Il n'est resté à Tien sin que 250 Sikhs anglais et un détachement de français. Lord Elgin et Sir Hope Grant sont arrivés à Shanghai le 30 novembre et en sont repartis le 7 décembre pour le Japon. La rivière Peï ho n'est prise par les glaces.

M. Ward était à Canton. Un steamer parti de cette ville a fait en toute sécurité une excursion à l'intérieur. L'insurrection chinoise gagne tous les jours du terrain et le nombre des rebelles augmente avec leurs succès.

Convention de la Louisiane

Séance du 12 février 1861.

La Convention se réunit à onze heures et sur la proposition de M. Taylor, président du comité militaire, s'ajourne à onze heures et de une afin d'assister au corps à l'inauguration du nouveau drapeau de l'Etat souverain de la Louisiane

Les délégués rentrent peu après dans la salle d'audience est ouverte à midi. Quatre vingt cinq délégués répondent à l'appel. Le secrétaire donne lecture du procès verbal de la dernière séance et les libres parcourent les journaux.

L'hon. John Robinson, commissaire de la Virginie, est présenté à la Convention qui se lève pour le recevoir et l'invite à prendre un siège auprès du président. Il en vous remercie de cette réception. M. Robinson d'une voix grave. Je vous en remercie au nom de la Virginie que je suis fière d'appeler mon Etat natal et dont les intérêts sont si intimement liés à ceux de la Louisiane. Applaudissements prolongés.—Il envoye à Messrs et à la droite de M. Monroe. C'est un vénérable vieillard, au main très souvenablement dit-on.

—L'Ordonnance par le comité des terres publiques est appelée. On se souvient que celle ci remonte à M. Elgee était charmant avait été renvoyé au comité et que le délégué des Rapides, à la suite du vote de la Convention, avait déposé sa démission. L'Ordonnance dont il s'agit va être votée par un vote unanime. Le comité des terres trouvera plus tard un sommaire à la présidée par le bon vieux chairman, M. Savage.

Si l'on compare ce système avec celui que l'on a mis en pratique depuis le commencement de la guerre, et qui consiste à recruter isolément dans le contingent en entier et a en renvoyer une partie après deux ou trois ans de présence sous les drapeaux, on reconnaîtra que le nouveau système est pour la population militaire infiniment plus facile à supporter, et qu'il donnera à l'armée un effectif plus considérable et plus homogène. Il a l'avantage d'augmenter ainsi rapidement l'effectif de l'armée en cas de nécessité pressante et de n'avoir qu'une partie de nos hommes appelée, les autres restant tenus de servir le pays le plus près moins seulement de leur temps pendant un petit nombre d'années, et de fournir ainsi à l'agriculture et à l'industrie des bras qu'elles demandent, et que l'armée retrouverait exercés à manier le fusil et les circonstances devenant le cas.

En Angleterre, les affaires américaines tendent à devenir la principale préoccupation du moment. On s'en inquiète surtout dans les districts manufacturiers, et l'on vient de publier un prospectus pour une compagnie cotonnière de l'Inde, dont l'objet sera d'acheter le coton diminuer des planteurs et de travailler à l'amélioration des procédés pour la cueillette et le nettoyage du coton au moyen de machines.

L'*Economist* pose pour la première fois en termes catégoriques cette question tant rongeuse : L'Angleterre reconnaîtra t-elle l'indépendance et le gouvernement des nouveaux Etats ?

La réponse rationnelle et spontanée—but le recours anglais—est naturellement pour l'affirmative. Notre principe est depuis longtemps de reconnaître tout Etat ou gouvernement de fait, et d'entrer en relation avec lui.

Du moment que la séparation est complète sans retour, on a vu dans les causes qui l'ont amenée, la dans la manière dont elle s'est produite.

L'enlève fugitif Anderson ne pourra être amené en Angleterre, en vertu de l'*habeas corpus* accordé par le banc de la Reine, à cause de l'interruption des communications avec le Canada, qui oblige à prendre la voie des Etats Unis.

Les malles de l'Inde et de la Chine avec des dates de Teneuf jusqu'au 23 novembre, sont arrivées à Londres. La première fraction de l'indemnité a été payée par les Chinois. La plus grande partie des troupes anglaises a quitté Hong Kong. Il n'est resté à Tien sin que 250 Sikhs anglais et un détachement de français. Lord Elgin et Sir Hope Grant sont arrivés à Shanghai le 30 novembre et en sont repartis le 7 décembre pour le Japon. La rivière Peï ho n'est prise par les glaces.

M. Ward était à Canton. Un steamer parti de cette ville a fait en toute sécurité une excursion à l'intérieur. L'insurrection chinoise gagne tous les jours du terrain et le nombre des rebelles augmente avec leurs succès.

Dépêches Télégraphiques
TRANSMISES A L'ABEILLE.

Indianapolis, 12 février.—M. Abraham Lincoln est arrivé hier soir de Springfield et a été reçu avec enthousiasme par la foule.

Dans le cours de son discours il a dit : serait ce faire une invasion que de faire marcher une armée dans la Caroline du Sud ? Je pense que oui et ce serait aussi de la part de la Caroline du Sud établir forcé de se soumettre. Mais si les Etats-Unis gardent simplement ou reprennent leurs forts et perçoivent les revenus, ou cessent d'envoyer les familles des officiers habituellement violées, aucune de ces choses constituera t elle la coercition ou l'invasion ? Si ceux qui professent d'être amis de l'Union et qui sont résolus à résister à la coercition le peuvent, alors leur idée de la préservation est bien mince et bien lâche.

M. Lincoln a soutenu en outre qu'un Etat n'a pas plus de droit, en principe, de briser l'Union en se retirant, qu'un comté n'a celui de briser un Etat en se retirant. Il a terminé en disant qu'il n'était pas menaçant, mais qu'il était résolu à maintenir et à défendre les propriétés publiques et à faire exécuter les lois.

Washington, 12 février.—On s'accorde à dire que le Congrès de la paix recommandera le rejet des questions à une Convention nationale.

Francfort, 12 février.—Les deux chambres de la législature du Kentucky se sont ajournées hier jusqu'au 20 mars, sans rien décider sur les affaires nationales.

Le Congrès du Sud

Montgomery, 12 fév.—Le Congrès s'est réuni à l'heure habituelle ce matin. Après une prière et la lecture du journal d'hier, le président a annoncé les comités nommés.

Le président a reçu et lu un message télégraphique de M. le Gouverneur de la Louisiane, approuvant cordialement la nomination de Jhon Jefferson Davis et de A. H. Stephens, à la Présidence et à la Vice Présidence des Etats Confédérés de l'Amérique —Les propositions de Crittenden et de seconde pour la République du Sud ont été renvoyés.

Une résolution a été présentée qui jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement, les divers officiers à la collection des droits dans les différents Etats de la Confédération soient et sont par cet acte autorisés à observer la loi sur le commerce du nouveau gouvernement.—Renvoyée au comité compétent.

La résolution suivante a alors été soumise au comité :

Résolu, que le comité des affaires étrangères soit requis de prendre des informations sur la question et l'opportunité d'envoyer des commissaires au gouvernement des Etats Unis — Renvoyé.

Le Congrès s'est retiré en session secrète, pendant laquelle les résolutions suivantes ont été adoptées et rendues publiques :

Résolu, que ce gouvernement prend sous sa charge la question et les difficultés qui existent actuellement entre les Etats souverains de cette confédération et le gouvernement des Etats Unis, relativement à l'occupation des forts, arsenaux, chantiers de marine, et autres établissements publics, et que le président et les Congrès sont requis de communiquer cette résolution aux gouverneurs des divers Etats.

Nouvelles de Washington.

Washington, le 12 fév. — Un traité a été signé hier soir entre le ministre de la Confédération envoyé le consul de Sa Majesté Britannique à Mobile

Les obligations volées.

La commission des obligations volées fera son rapport demain ; malgré les opinions Bailey est actuellement, et on trouve parence Floyd et Bissell

Une résolution sera présentée demain à la Convention virginienne invitant MM Mason et Hunter à se retirer du Sénat des Etats Unis et la proclamation des sentiments de sécession.

Richmond, 12 fév — Le juge Johnson, commissaire aux Etats séparatistes, dit que le gouverneur de la Georgie accepte la médiation de la Virginie entre la Georgie et le gouvernement fédéral.

Commissaires du Kansas.

Leavenworth, 12 fév —Le Kansas enverra des commissaires à la conférence de paix en session à Washington.

New York, 12 fév. — Un autre détachement de troupes a quitté Brooklyn, hier, pour Washington, ainsi que de nombreux volontaires.

Congrès fédéral

Washington, 12 fév—A la Chambre des Représentants, M. Sherman, de l'Ohio, a introduit un bill à l'effet d'autoriser le secrétaire de la Trésorerie à accepter des Etats la garantie des notes des Etats Unis pour la fourniture des sommes publiques déposées dans lesdits Etats. M. Sherman demande la discussion immédiate de son bill.

M. Garnett, de la Virginie, fait une objection à cette discussion et le bill est déposé.

La démission du capitaine Morrison du corps des rangers du Texas a été acceptée.

Le secrétaire Dix a émis un ordre effectant le capitaine Morrison des rôles du service, par lui ayant gens non navire aux ordres de l'Amirauté des Etats Unis.

On dit que les mêmes procédés seront suivis dans des circonstances semblables.

Les élections de Tennessee.

Nashville, 12 fév.—Le résultat des élections connues aujourd'hui sont très incomplètes. Il paraît à croire que les candidats en faveur de l'Union auront une majorité de plus de 50,000 voix. La Convention elle même est battue par 20,000 voix, et qu'on peut croire, deux candidats séparatistes seulement sont élus.

Marché de Plattsburgh.

New York, 12 février.—Le passif de la maison Frederick Ejuras & Cie qui a fait faillite vendredi est évalué à un million de piastres.

Les prix du coton sont irréguliers et un peu plus bas. Les ventes ont été de 110 balles à 11 1/2 à 11 3/4c. pour le middling Uplands La farine est lourde et en baisse de 5 à 10c, on a vendu aujourd'hui 8000 barils à 5 à 5 10 pour Rapides dont pour raison les abus qui se sont glissés dans le bureau.

M. Semmes appuie la proposition de M. Elgee et s'étend sur les abus dont le précipitant a parlé. La place de commissaire des terres est, dit-il, une véritable sinécure. Il tient ses renseignements de personnes dignes de foi.

M. Swayse s'oppose à la clause.

M. Dupré demande que la clause soit adoptée sur le bureau. Elle est nécessaire, dit il, mais la Convention n'a pas le temps d'organiser le département du nouvel officier.

La Convention refuse de déposer sur le bureau la clause de M. Elgee.

M. Gardère, au nom du Comité de finances, présente une Ordonnance qui autorise le Président à signer des mandats pour payer aux ouvriers employés à la nouvelle donnée l'argent auquel ils ont droit et fixe le salaire des officiers de la Convention. (Le salaire du secrétaire est fixé à deux mille piastres, celui de l'assistant à mille piastres, celui du second assistant à dix piastres par jour et celui des traducteurs à dix piastres par jour). L'Ordonnance est adoptée.

M. Todd espère que la Convention ne s'ajournera pas avant d'avoir fait connaître sa décision sur l'Ordonnance des terres publiques.—Les officiers du département ont actuellement de fortes sommes en leur possession et il ne pèse sur eux aucune responsabilité.

La Convention a décidé que toutes les clauses qu'elle a déjà adoptées (jusqu'à la septième inclusivement) soient en vigueur et que les autres clauses avec le solennité de M. Elgee à la suppression soient déposés sur le bureau, sujets à l'appel.

La Convention s'ajourne avec très peu de gravité dans beaucoup d'esprits. Elle va s'assemblera de nouveau que le 4 mars prochain à moins que le Président ne juge nécessaire de la convoquer plus tôt.

Dépêches Télégraphiques
TRANSMISES A L'ABEILLE.

Indianapolis, 12 février.—M. Abraham Lincoln est arrivé hier soir de Springfield et a été reçu avec enthousiasme par la foule.

Dans le cours de son discours il a dit : serait ce faire une invasion que de faire marcher une armée dans la Caroline du Sud ? Je pense que oui et ce serait aussi de la part de la Caroline du Sud établir forcé de se soumettre. Mais si les Etats-Unis gardent simplement ou reprennent leurs forts et perçoivent les revenus, ou cessent d'envoyer les familles des officiers habituellement violées, aucune de ces choses constituera t elle la coercition ou l'invasion ? Si ceux qui professent d'être amis de l'Union et qui sont résolus à résister à la coercition le peuvent, alors leur idée de la préservation est bien mince et bien lâche.

M. Lincoln a soutenu en outre qu'un Etat n'a pas plus de droit, en principe, de briser l'Union en se retirant, qu'un comté n'a celui de briser un Etat en se retirant. Il a terminé en disant qu'il n'était pas menaçant, mais qu'il était résolu à maintenir et à défendre les propriétés publiques et à faire exécuter les lois.

Washington, 12 février.—On s'accorde à dire que le Congrès de la paix recommandera le rejet des questions à une Convention nationale.

Francfort, 12 février.—Les deux chambres de la législature du Kentucky se sont ajournées hier jusqu'au 20 mars, sans rien décider sur les affaires nationales.

Le Congrès du Sud

Montgomery, 12 fév. — Le Congrès a été réuni à l'heure habituelle ce matin. Après une prière et la lecture du journal d'hier, le président a annoncé les comités nommés.

Le président a reçu et lu un message télégraphique de M. le Gouverneur de la Louisiane, approuvant cordialement la nomination de Jhon Jefferson Davis et de A. H. Stephens, à la Présidence et à la Vice Présidence des Etats Confédérés de l'Amérique —Les propositions de Crittenden et de seconde pour la République du Sud ont été renvoyés.

Une résolution a été présentée qui jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement, les divers officiers à la collection des droits dans les différents Etats de la Confédération soient et sont par cet acte autorisés à observer la loi sur le commerce du nouveau gouvernement.—Renvoyée au comité compétent.

La résolution suivante a alors été soumise au comité :

Résolu, que le comité des affaires étrangères soit requis de prendre des informations sur la question et l'opportunité d'envoyer des commissaires au gouvernement des Etats Unis — Renvoyé.

Le Congrès s'est retiré en session secrète, pendant laquelle les résolutions suivantes ont été adoptées et rendues publiques :

Résolu, que ce gouvernement prend sous sa charge la question et les difficultés qui existent actuellement entre les Etats souverains de cette confédération et le gouvernement des Etats Unis, relativement à l'occupation des forts, arsenaux, chantiers de marine, et autres établissements publics, et que le président et les Congrès sont requis de communiquer cette résolution aux gouverneurs des divers Etats.

Nouvelles de Washington.

Washington, le 12 fév. — Un traité a été signé hier soir entre le ministre de la Confédération envoyé le consul de Sa Majesté Britannique à Mobile

Les obligations volées.

La commission des obligations volées fera son rapport demain ; malgré les opinions Bailey est actuellement, et on trouve parence Floyd et Bissell

Une résolution sera présentée demain à la Convention virginienne invitant MM Mason et Hunter à se retirer du Sénat des Etats Unis et la proclamation des sentiments de sécession.

Richmond, 12 fév — Le juge Johnson, commissaire aux Etats séparatistes, dit que le gouverneur de la Georgie accepte la médiation de la Virginie entre la Georgie et le gouvernement fédéral.

Commissaires du Kansas.

Leavenworth, 12 fév —Le Kansas enverra des commissaires à la conférence de paix en session à Washington.

New York, 12 fév. — Un autre détachement de troupes a quitté Brooklyn, hier, pour Washington, ainsi que de nombreux volontaires.

Congrès fédéral

Washington, 12 fév—A la Chambre des Représentants, M. Sherman, de l'Ohio, a introduit un bill à l'effet d'autoriser le secrétaire de la Trésorerie à accepter des Etats la garantie des notes des Etats Unis pour la fourniture des sommes publiques déposées dans lesdits Etats. M. Sherman demande la discussion immédiate de son bill.

M. Garnett, de la Virginie, fait une objection à cette discussion et le bill est déposé.

La démission du capitaine Morrison du corps des rangers du Texas a été acceptée.

Le secrétaire Dix a émis un ordre effectant le capitaine Morrison des rôles du service, par lui ayant gens non navire aux ordres de l'Amirauté des Etats Unis.

On dit que les mêmes procédés seront suivis dans des circonstances semblables.

Les élections de Tennessee.

Nashville, 12 fév.—Le résultat des élections connues aujourd'hui sont très incomplètes. Il paraît à croire que les candidats en faveur de l'Union auront une majorité de plus de 50,000 voix. La Convention elle même est battue par 20,000 voix, et qu'on peut croire, deux candidats séparatistes seulement sont élus.

Marché de Plattsburgh.

New York, 12 février.—Le passif de la maison Frederick Ejuras & Cie qui a fait faillite vendredi est évalué à un million de piastres.

Les prix du coton sont irréguliers et un peu plus bas. Les ventes ont été de 110 balles à 11 1/2 à 11 3/4c. pour le middling Uplands La farine est lourde et en baisse de 5 à 10c, on a vendu aujourd'hui 8000 barils à 5 à 5 10 pour

THÉATRE DE L'OPERA — BENEFICE DE M. PREVOST.—Demain pour le bénéfice de l'excellent et digne chef d'orchestre de grand opéra, M. Eugène Prevost, on donnera la première reprise du *Prophète*, grand opéra en cinq actes de Meyerbeer. Cette belle œuvre sera interprétée par MM. Pilippe, Goulbrel, Cabot Vaulair, Melchisedech et mesdames Lacombe et Preti

Entre le second et le troisième acte mademoiselle PATTI et M. STRAKOSCH, qui ont gracieusement offert leur concours au bénéficiaire, se feront entendre ; Melle Patti chantera le grand air d'Ernani et *Les Echos*, et M. Strakosch exécutera un grand solo sur le piano.

LES SÉANCES DE M. BERGER.— Le célèbre joueur de billard, M. BERGER, continue à donner des séances tous les soirs, à huit heures, dans la rue Carondelet No 9, au premier. Dans la journée il donne des leçons aux amateurs dans son salon. Le soir la séance se compose d'une partie de cent carambolages et d'un exposé théorique de toutes les difficultés du billard, accompagné de l'exécution mécanique des coups. Il faut constater à deux reprises que se faire une idée des merveilleux effets qu'obtient le roi du billard. Qui n'a pas vu Berger n'a pas vu de merveille.

Correspondance particulière de l'Abeille.

Mexico, le 4 février 1861.

Monsieur,

Le triomphe du parti libéral est, depuis six semaines accompli, finis je regrette d'avoir à ajouter que la révolution est loin d'être consommée. La dictature de M. le général Gonzalez Ortega n'a duré que 16 jours, mais elle a été active et a eu l'air comme comme une fête. Ce n'était guère le moment de donner de banquet et de fêtes. Pendant ce temps là quelques débris des bandes réactionnaires vaincues avaient le loisir de revenir de leur stupeur, de se rallier et de reprendre la campagne. Ils ont aujourd'hui grossi leur 4,000 hommes organisés tant bien que mal et commandés par Zuloaga et Vicario à 30 lieues S. O. de la capitale Mejia parcourt la et là quelques audacieux acheteurs de primes qui calculent ce qui leur reviendrait de bonifications du jour le printemps le taux de l'argent retombera de 24 à 12 pour 100, et ils font des chances de la paix feraient pâlir les chances de la guerre. Il n'y a que des acheteurs de primes quelques représentants ! Cela a duré moins que la semaine des amours. La confiance n'est bien tot changée en démonstrations violentes de mécontentement et le ministère a été culbuté. Les journaux que vous recevrez dans le courrier vous mettront au courant des causes et des résultats de ce revirement. En deux mots voici l'histoire : M. Diaz le ministre le plus odieux que Maximilien ait choisi parmi les ennemis de la nouvelle constitution, a été nommé par le général Ortega ayant été promu à la présidence. Les troupes presentement les armes, on des canons de fantaisie tonnent, et les cloches carillonnent leurs joyeux volées. Un soleil de 21 coups de canon tut tire. Les membres de la Convention, sur l'invitation du général Lewis, passent alors les troupes en revue. Après quelques parades les rangs furent rompus.

Mardi-Gras—Ce joyeux jour de bruit, de danses, de travestis, de spirituelles questions et de folies repartie, de lutte-caillé et d'insurance a été, d'après ce que nous avons vu, très-brillamment observé par la classe respectable de notre ville. Il y avait bien peu de masques à travers les rues, et ce peu ne se distinguait en rien par l'élégance des costumes, ni par le bon goût des travestissements. Quelques rares individus ont fait sortir ; mais hélas ! notre sourire était cause plutôt par le grotesque et l'absurde, que par l'esprit et l'originalité.

Neuf Années du soir.—La société de l'*Epicurge Myrtoyen* qui s'est donné pour but de faire oublier les ennuis de la vie, a organisé pour ce soir un grand bal avec souper, et l'élégance des manières et le bon goût des travestissements. Notre petit compte-rendu ne s'appliquant d'ailleurs qu'à l'exhibition de jour.

PROGRÈS EN ESPAGNE.—Nous lisons dans les *Débats* :

Ces jours derniers, le ministre des travaux publics a Madrid a développé devant le Sénat les plans d'un vaste système de travaux publics. Il s'agirait de doter la Péninsule d'un réseau de routes d'une étendue de 34,000 kilomètres, de compléter d'ici à l'année 1863 l'échiarage général, parvenu à peine à moitié, et de compléter la jonction qu'elle accuse les ministres exposés d'avoir compromettre la république ce qui a été le grief principal.

Les Espagnols prendront la chose très au sérieux et vont probablement entreprendre une campagne contre le Mexique. Comme si le Mexique n'était pas assez déchiré intérieurement sans provoquer follement des dangers au dehors.

Les lois de Réforme ont consterné le clergé : mais il travaille sans relâche, agite les femmes, pousse sous main à la rébellion, suborne les troupes et si on le laisse faire, il aura bientôt mis le feu aux quatre Etats de Puebla, Oaxaca, Queretaro et de San Luis. Si le gouvernement faiblit, il en verra de belles.

Le plus inconcevable désordre règne dans les lois sur la désamortissement. Une loi nouvelle est encore brouille, mais à tel point que je crains que les propriétés de main morte ne finissent en grosse part au profit des juges et des avocats. Les plaideurs auront beaucoup à payer les écailles de l'huître—et l'huître est tentante.

Ajoutez à tout cela que chacun des Etats de la Fédération cherche à attirer à lui la plus grande somme de pouvoir au détriment du gouvernement général et vous aurez un triste tableau français, mais malheureusement fidèle, de la situation où nous nous trouvons.

Cet état de choses n'est pas fait pour tranquilliser les esprits, ramener le crédit et vivifier le commerce. Aussi les affaires sont elles nulles. Le boisir de revoir de leur espoir, de se rallier et de reprendre la campagne. Ils ont aujourd'hui 4,000 hommes organisés tant bien que mal et commandés par Zuloaga et Vicario à 30 lieues S. O. de la capitale Mejia parcourt la et là quelques audacieux acheteurs de primes qui calculent ce qui leur reviendrait de bonifications du jour le printemps le taux de l'argent retombera de 24 à 12 pour 100, et ils font des chances de la paix feraient pâlir les chances de la guerre. Il n'y a que des acheteurs de primes quelques représentants ! Cela a duré moins que la semaine des amours. La confiance n'est bien tot changée en démonstrations violentes de mécontentement et le ministère a été culbuté. Les journaux que vous recevrez dans le courrier vous mettront au courant des causes et des résultats de ce revirement. En deux mots voici l'histoire : M. Diaz le ministre le plus odieux que Maximilien ait choisi parmi les ennemis de la nouvelle constitution, a été nommé par le général Ortega ayant été promu à la présidence. Les troupes presentement les armes, on des canons de fantaisie tonnent, et les cloches carillonnent leurs joyeux volées. Un soleil de 21 coups de canon tut tire. Les membres de la Convention, sur l'invitation du général Lewis, passent alors les troupes en revue. Après quelques parades les rangs furent rompus.

Mardi-Gras—Ce joyeux jour de bruit, de danses, de travestis, de spirituelles questions et de folies repartie, de lutte-caillé et d'insurance a été, d'après ce que nous avons vu, très-brillamment observé par la classe respectable de notre ville. Il y avait bien peu de masques à travers les rues, et ce peu ne se distinguait en rien par l'élégance des costumes, ni par le bon goût des travestissements. Quelques rares individus ont fait sortir ; mais hélas ! notre sourire était cause plutôt par le grotesque et l'absurde, que par l'esprit et l'originalité.

Neuf Années du soir.—La société de l'*Epicurge Myrtoyen* qui s'est donné pour but de faire oublier les ennuis de la vie, a organisé pour ce soir un grand bal avec souper, et l'élégance des manières et le bon goût des travestissements. Notre petit compte-rendu ne s'appliquant d'ailleurs qu'à l'exhibition de jour.

PROGRÈS EN ESPAGNE.—Nous lisons dans les *Débats* :

Ces jours derniers, le ministre des travaux publics a Madrid a développé devant le Sénat les plans d'un vaste système de travaux publics. Il s'agirait de doter la Péninsule d'un réseau de routes d'une étendue de 34,000 kilomètres, de compléter d'ici à l'année 1863 l'échiarage général, parvenu à peine à moitié, et de compléter la jonction qu'elle accuse les ministres exposés d'avoir compromettre la république ce qui a été le grief principal.

Les Espagnols prendront la chose très au sérieux et vont probablement entreprendre une campagne contre le Mexique. Comme si le Mexique n'était pas assez déchiré intérieurement sans provoquer follement des dangers au dehors.

Les lois de Réforme ont consterné le clergé : mais il travaille sans relâche, agite les femmes, pousse sous main à la rébellion, suborne les troupes et si on le laisse faire, il aura bientôt mis le feu aux quatre Etats de Puebla, Oaxaca, Queretaro et de San Luis. Si le gouvernement faiblit, il en verra de belles.

Le plus inconcevable désordre règne dans les lois sur la désamortissement. Une loi nouvelle est encore brouille, mais à tel point que je crains que les propriétés de main morte ne finissent en grosse part au profit des juges et des avocats. Les plaideurs auront beaucoup à payer les écailles de l'huître—et l'huître est tentante.

Ajoutez à tout cela que chacun des Etats de la Fédération cherche à attirer à lui la plus grande somme de pouvoir au détriment du gouvernement général et vous aurez un triste tableau français, mais malheureusement fidèle, de la situation où nous nous trouvons.

Cet état de choses n'est pas fait pour tranquilliser les esprits, ramener le crédit et vivifier le commerce. Aussi les affaires sont elles nulles. Il doit cependant partir une *conducta* de Mexico pour Vera Cruz, la semaine prochaine.

Agréez, etc.

Le triomphe du parti libéral est, depuis six semaines accompli, finis je regrette d'avoir à ajouter que la révolution est loin d'être consommée. La dictature de M. le général Gonzalez Ortega n'a duré que 16 jours, mais elle a été active et a eu l'air comme comme une fête. Ce n'était guère le moment de donner de banquet et de fêtes. Pendant ce temps là quelques débris des bandes réactionnaires vaincues avaient le loisir de revenir de leur stupeur, de se rallier et de reprendre la campagne. Ils ont aujourd'hui 4,000 hommes organisés tant bien que mal et commandés par Zuloaga et Vicario à 30 lieues S. O. de la capitale Mejia parcourt la et là quelques audacieux acheteurs de primes qui calculent ce qui leur reviendrait de bonifications du jour le printemps le taux de l'argent retombera de 24 à 12 pour 100, et ils font des chances de la paix feraient pâlir les chances de la guerre. Il n'y a que des acheteurs de primes quelques représentants ! Cela a duré moins que la semaine des amours. La confiance n'est bien tot changée en démonstrations violentes de mécontentement et le ministère a été culbuté. Les journaux que vous recevrez dans le courrier vous mettront au courant des causes et des résultats de ce revirement. En deux mots voici l'histoire : M. Diaz le ministre le plus odieux que Maximilien ait choisi parmi les ennemis de la nouvelle constitution, a été nommé par le général Ortega ayant été promu à la présidence. Les troupes presentement les armes, on des canons de fantaisie tonnent, et les cloches carillonnent leurs joyeux volées. Un soleil de 21 coups de canon tut tire. Les membres de la Convention, sur l'invitation du général Lewis, passent alors les troupes en revue. Après quelques parades les rangs furent rompus.

Mardi-Gras—Ce joyeux jour de bruit, de danses, de travestis, de spirituelles questions et de folies repartie, de lutte-caillé et d'insurance a été, d'après ce que nous avons vu, très-brillamment observé par la classe respectable de notre ville. Il y avait bien peu de masques à travers les rues, et ce peu ne se distinguait en rien par l'élégance des costumes, ni par le bon goût des travestissements. Quelques rares individus ont fait sortir ; mais hélas ! notre sourire était cause plutôt par le grotesque et l'absurde, que par l'esprit et l'originalité.

Neuf Années du soir.—La société de l'*Epicurge Myrtoyen* qui s'est donné pour but de faire oublier les ennuis de la vie, a organisé pour ce soir un grand bal avec souper, et l'élégance des manières et le bon goût des travestissements. Notre petit compte-rendu ne s'appliquant d'ailleurs qu'à l'exhibition de jour.

CHRONIQUE LOCALE.

Inauguration du drapeau de la Louisiane — Il y avait, hier matin, une grande animation sur la place Lafayette pour assister à l'inauguration du nouveau drapeau de la Louisiane indépendante, nouvelle, souveraine. Les troupes étaient sous les armes, et occupaient des positions stratégiques, le terrain ayant été préalablement balayé par les pelotons de cavalerie. Les spectateurs, nombreux, se pressaient sur les trottoirs, les parterres et les bancs publics. Les fenêtres des maisons avoisinantes étaient garnies de curieux.

Le drapeau est arrivé à 10 heures et demie, apporté par un détachement de la Garde Lafayette, commandé par le capitaine Bienvenue. Les membres de cette Société sont priés de se réunir dans leur salle, aujourd'hui, *mercredi*, à 3 heures précises de l'après-midi, afin d'assister aux funérailles de leur frère.

Par ordre du Président,
13 fev— ANTHONY SAMBOLA, Secrétaire.

BERGER! BERGER!

EXHIBITION — BILLARD

TOUS les soirs, à huit heures, au tet, rue Carondelet No. 9—salon splendide.—Cent carambolages de la séance se compose :

1re. Une partie de cent carambolages.

2e. D'un exposé théorique et l'exécution mécanique de tous les coups les plus magistraux, les plus merveilleux de jeu.

C'est le voir pour le croire.

Prix—Une piastre.

Toute la journée M. Berger donne des leçons dans son salon, No 9, rue Carondelet. 1356—1m

L'ART ET DE DENTISTE,

J. A. CASADAVANT,

CHIRURGIEN DENTISTE,

No 135 rue Royale, coin St-Pierre (entrée par la rue St-Pierre), continue à exécuter scientifiquement toutes les opérations dans l'art du dentiste. Il emploie cette habileté et ces connaissances acquises par une longue pratique à rendre ses services d'un bénéfice inexprimentable (dont l'or tombe des dents par les temps secs avoir des dents, et de plus il peut les porter les dents artificielles avec confort). En redressant, il est de faire sentir aux patients qu'une consciencieusement et avec habileté ; et se faire connaître des dents artificielles avec gencives continues pour remplir les vides, ou pour remplacer toutes les dents, et selon des procédés perfectionnés. Il peut une garantie de dix ans pour ses dents artificielles (il ne porte garanti toutes les fonctions des dents naturelles).

Il a l'avantage une composition chimique qu'il rendent gu'il applique sur les gencives avant d'arracher les